

Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi)

Tableaux de synthèse



Table des matières

Tableau de synthèse des règles applicables aux publicités et préenseignes	3
Tableau de synthèse des règles applicables aux enseignes	4
Tableau de synthèse des règles applicables aux supports lumineux installés à l'intérieur d'une vitrine ou d'une baie à usage commercial	5

-

Tableau de synthèse des règles applicables aux publicités et préenseignes

	Trame patrimoniale	Z1 : zones situées en agglomération	Z2 : zones situées hors agglomération
Interdictions	Toute publicité est interdite à l'exception de l'affichage libre / affichage d'opinion et la publicité apposée à titre accessoire sur le mobilier urbain (art. P.2 du RLPi)	Publicités ou préenseignes scellées ou installées directement sur le sol (art. R.581-31 du C. env.) / Publicités ou préenseignes numériques (art. R.581-34 du C. env.) / Publicités ou préenseignes sur bâches y compris bâches de chantier (art. R.581-53 du C. env.) / Publicités ou préenseignes de dimensions exceptionnelles (art. R.581-55 du C. env.) / Publicités ou préenseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu (art. P.1 du RLPi) / publicités ou préenseignes sur mur de pierre apparente (art.P.1 du RLPi).	Publicités ou préenseignes interdites sauf préenseignes dérogatoires (art. L.581-7 et L.581-19 du Code de l'environnement).
Publicités et préenseignes apposées sur mur / clôture	-	4,7 m² et 6 m de hauteur au sol (art. R.581-26 du Code de l'environnement) / saillie 0,10 m (art P.4 du RLPi).	
Densité	-	Une seule publicité par unité foncière (art. P.5 du RLPi).	
Publicités et préenseignes apposées sur mobilier urbain	Publicité / préenseigne sur abris destinés au public : 2 m² et surface totale 2 m² + 2 m² par tranche entière de 4,5 m² de surface abritée au sol. Dispositifs publicitaires sur toit interdits (art. R.581-43 du C. env.).		
	Publicité / préenseigne sur kiosques à journaux : 2 m² et surface totale 2 m². Dispositifs publicitaires sur toit interdits (art. R.581-44 du C. env.).		
	Publicité / préenseigne sur colonnes porte-affiche : Ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles (art. R.581-46 du C. env.).		
	Publicité / préenseigne sur mâts porte-affiche : Ne peuvent supporter que l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives et pas plus de deux panneaux situés dos à dos. 2 m² (art. R.581-46 du C. env.).		
Publicités et préenseignes lumineuses	Publicité / préenseigne sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques (« sucette ») : Ne peut supporter une publicité commerciale excédant la surface totale réservée à ces informations et œuvres. Surface unitaire maximale 2 m² et 3 mètres de hauteur (art. R.581-47 du C. env.).		
	Les publicités / préenseignes numériques sont interdites y compris sur mobilier urbain (art. R.581-34 et 581-42 du C. env.). Les publicités / préenseignes lumineuses éclairées par projection ou transparence sont encadrées comme les publicités / préenseignes non lumineuses (art. R.581-34 du C. env. et art. P.7 du RLPi).		
Extinction nocturne	Extinction entre 22 heures et 6 heures, sauf publicité/préenseigne sur mobilier urbain affecté aux services de transport et durant les heures de fonctionnement desdits services (art. P.8 du RLPi).		

NB : Les dispositions interdisant les publicités numériques de l'article R.581-34 du C. env. ne s'appliquent pas aux publicités numériques installées à l'intérieure des vitrines ou des baies à usages commerciales régies par les articles L.581-2 et L.581-14-4 du Code de l'environnement. Seul un RLPi peut instituer des dispositions spécifiques aux publicités lumineuses et les enseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies commerciales « en matière d'horaires d'extinction, de surface, de consommation énergétique et de prévention des nuisances lumineuses. » (art. .581-14-4 du C. env.). Aussi les publicités numériques installées à l'intérieur des vitrines ou des baies commerciales sont autorisées sous conditions sur la commune. Voir tableau de synthèse p. 5 du présent document.

Tableau de synthèse des règles applicables aux enseignes

	Trame patrimoniale et Z1-b : centres-bourgs historiques	Z1-c : centres-bourgs annexes	Z1-a : Espaces en agglomération hors centres-bourgs et zone 2 : couvre les zones situées hors agglomération
Dispositions esthétiques	Les enseignes ne doivent pas recouvrir ou masquer les éléments architecturaux (modénatures, éléments décoratifs de façade etc.) des bâtiments sur lesquelles elles sont apposées (art. E.2 du RLPi).		
Interdictions	Enseignes sur les arbres, plantations, les garde-corps de balcon ou balconnet, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne. Les enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu et les enseignes lumineuses sur clôture (art. E.1 du RLPi).		
Enseigne parallèle au mur	Ne doit pas dépasser les limites de ce mur ou de l'égout du toit et ne doit pas constituer par rapport à lui une saillie de plus de 25 cm (art. R.681-60 du C. env.). Installation de l'enseigne en-dessous des limites du plancher du 1er étage si l'activité s'exerce en rez-de-chaussée, sauf impossibilité technique ou architecturale. Réalisation avec des lettres peintes en façade, avec des lettres ou signes découpés ou sur un panneau de fond uni. Enseigne sur lambrequin admise (nom ou dénomination commerciale) (art. E.7 du RLPi).	Ne doit pas dépasser les limites de ce mur ou de l'égout du toit et ne doit pas constituer par rapport à lui une saillie de plus de 25 cm (art. R.681-60 du C. env.). Installation de l'enseigne en-dessous des limites du plancher du 1er étage si l'activité s'exerce en rez-de-chaussée, sauf impossibilité technique ou architecturale (art. E.12 du RLPi).	Ne doit pas dépasser les limites de ce mur ou de l'égout du toit et ne doit pas constituer par rapport à lui une saillie de plus de 25 cm (art. R.681-60 du C. env.).
Enseigne perpendiculaire au mur	Ne doit pas dépasser la limite supérieure de ce mur et ne doit pas être apposée devant une fenêtre ou un balcon (art. R.681-61 du C. env.). 1 seule par façade d'une même activité / limitation à 0,80m de hauteur et de saillie à 0,80m / Installation au même niveau que l'enseigne parallèle au mur principale sauf impossibilité technique ou architecturale (art E. 8 du RLPi). Fer forgé privilégié (non soumis aux dimensions hauteurs et saillie).	Ne doit pas dépasser la limite supérieure de ce mur et ne doit pas être apposée devant une fenêtre ou un balcon (art. R.681-61 du C. env.). 1 seule par façade d'une même activité / limitation à 0,80m de hauteur et de saillie à 0,80m (art. E.13 du RLPi).	Ne doit pas dépasser la limite supérieure de ce mur et ne doit pas être apposée devant une fenêtre ou un balcon (art. R.681-61 du C. env.).
Surface cumulée des enseignes (applicables aux enseignes parallèles et perpendiculaires au mur)	La surface cumulée des enseignes ne peut excéder 25% de la façade commerciale, lorsque celle-ci est inférieure à 50 mètres carrés. La surface cumulée des enseignes ne peut excéder 15% de la façade commercial, lorsque celle-ci est supérieure à 50 mètres carrés (art. R.681-63 du C. env.)		
Enseigne scellée ou installée directement sur le sol de grand format (supérieure à 1 m²)	Interdite sauf si elle signale une activité située en retrait de la voie (5 m) (art. E.9 du RLPi). Dans ce cas : Ne peut être placée à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie / Ne doit pas être implantée à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété / Limitation à un dispositif par voie bordant l'activité (art. R.681-64 C. env.) / 2 m² et 3 m de hauteur au sol sauf station-service 6 m² et 6 m de hauteur au sol. Regroupement des enseignes si installation sur la même unité foncière (art. E.9 du RLPi).	Interdite sauf si elle signale une activité située en retrait de la voie (5 m) (art. E.14 du RLPi). Dans ce cas : Ne peut être placée à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie / Ne doit pas être implantée à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété / 1 dispositif par voie bordant l'activité (art. R.681-64 C. env.) / 6 m² (art. R.681-65 C. env.) et 5 m de hauteur au sol ou 6 m pour les stations-services (art. 14 du RLPi). Regroupement des enseignes si installation sur la même unité foncière (art. E.14 du RLPi).	
Enseigne scellée ou installée directement sur le sol de petit format (inférieure ou égale à 1 m²)	Limitation à 1 par voie bordant l'activité et 4 m de hauteur au sol avec installation au droit de l'activité (art. E.10 du RLPi).	Limitation à 1 par voie bordant l'activité et 5 m de hauteur au sol (art. E. 15 du RLPi).	
Enseigne sur clôture	Interdites sur clôture non-aveugle (art. E.6 du RLPi). Limitation à 1par voie bordant l'activité et 1 m² sans possibilité de cumul avec une enseigne scellée ou installée au sol de plus d'1 m² (art. E.11 du RLPi)	Limitation à 1par voie bordant l'activité et 1 m² sans possibilité de cumul avec une enseigne scellée ou installée au sol de plus d'2 m² (art. E.16 du RLPi)	
Enseigne numérique	Interdite excepté si elles signalent des services d'urgences, pharmacie, stations-service. Lorsqu'elles sont admises : 1 seule par activité et 2 m² (art. E.4 du RLPi)		
Extinction nocturne	Extinction de 22h à 6h lorsque l'activité a cessé (art. E.5 du RLPi).		

Tableau de synthèse des règles applicables aux supports lumineux installés à l’intérieur d’une vitrine ou d’une baie à usage commercial

	Trame patrimoniale	Z1 : zones situées en agglomération	Z2 : zones situées hors agglomération
Supports lumineux installés à l’intérieur d’une vitrine ou d’une baie à usage commercial	Si numérique : Un dispositif par activité sans excéder 1 mètre carré de surface unitaire (art. I.2 du RLPi).		
Extinction nocturne	Extinction de 22h à 6h lorsque l’activité a cessé (art. I.1 du RLPi).		